

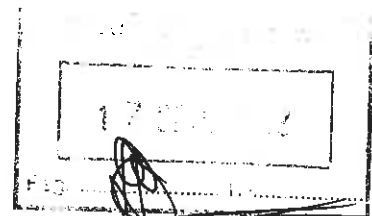
PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - BD

10/09/02

copie sur
M. M.



Arrêté préfectoral imposant à la S.A. VALNOR des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à HALLUIN

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
commandeur de la légion d'honneur

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU les décisions préfectorales réglementant les activités de la S.A. VALNOR - siège social : val d'Europe, 5, rue de Courtalain 77450 MAGNY-LE-HONGRE - concernant son établissement d'HALLUIN situé chemin de Peruweltz et notamment l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 autorisant cette société à exploiter un centre de valorisation énergétique à la même adresse ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2001 mettant en demeure la société précitée de respecter dans le délai d'un mois, certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 susvisé ;

VU le rapport du 16 mai 2002 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 16 juillet 2002 ;

CONSIDERANT qu'il convient, pour chacun des trois fours, de garantir un temps de séjour tel que défini à l'article 14.2.1 de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 1997 susvisé ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1 - Objet

La Sté VALNOR, dénommée ci-après l'Exploitant, dont le siège social est situé, VAL D'EUROPE - 5, rue de Courtalin - 77450 MAGNY-LE-HONGRE- est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour la poursuite d'exploitation de son Etablissement situé Chemin de Peruweltz - B.P. n°302 - 59433 HALLUIN CEDEX.

ARTICLE 2 - Temps de séjour dans les fours

L'Exploitant devra faire établir par un tiers-expert compétent, dont le choix sera soumis à l'Inspection des Installations Classées, un rapport portant sur les points suivants :

- Pour chacun des trois fours, garantie d'un temps de séjour tel que défini à l'article 14.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 17 décembre 1997 quelles que soient les circonstances (P.C.I. des déchets, débits des gaz, mise en route des brûleurs d'appoint notamment);
- Définition d'un ou de plusieurs indicateurs aisément utilisables dans le cadre du pilotage des fours permettant de s'assurer du respect du paramètre précité.

ARTICLE 3 - Délais

- Choix du tiers-expert : 15 jours;
- Remise du rapport à l'Inspection des Installations Classées : 2 mois.

ARTICLE 4 - Frais

L'intégralité des frais occasionnés est à la charge de l'Exploitant.

ARTICLE 5 - Sanctions

Faute par l'Exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement, Livre V, Titre 1^{er}.

ARTICLE 6 - Délais et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille. Le délai de recours est de deux mois pour l'Exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 7 - Exécution de l'arrêté

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

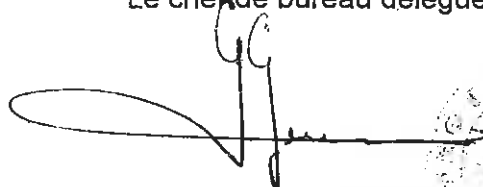
- Monsieur le maire d'HALLUIN,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.


En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d'HALLUIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 10 SEP. 2002

Pour ampliation,
Le chef de bureau délégué,


Gilles GENNEQUIN



Le préfet,
P/Le préfet
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX